

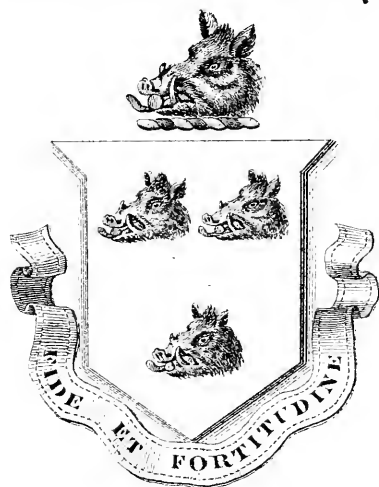
Accessions

159, 815

Shelf No.

XC 3656, 20

Barton Library.

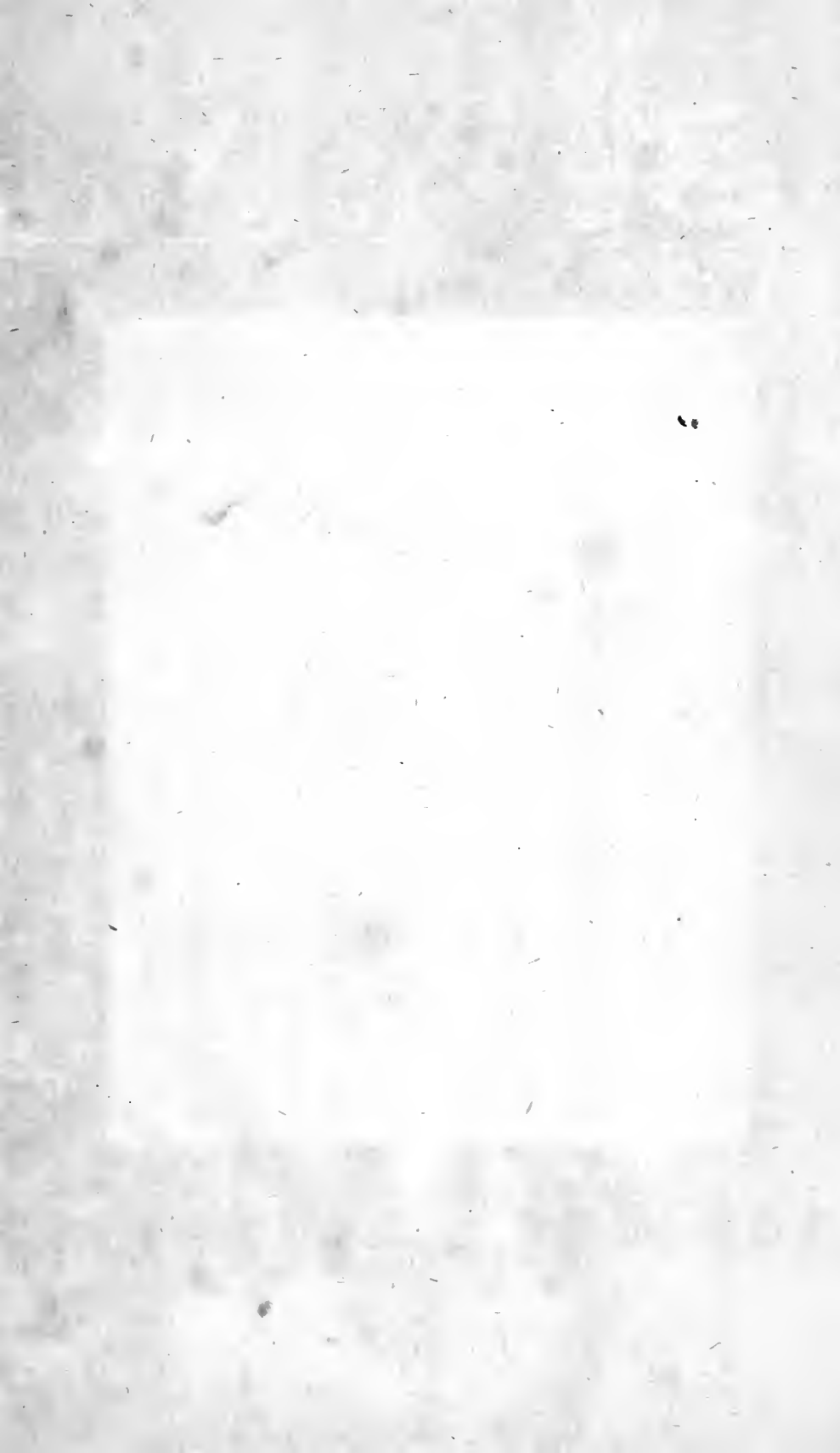


Thomas Pennant Barton.

Boston Public Library.

Received, May, 1873.

Not to be taken from the Library.



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
Boston Public Library

L E T T R E

DE MM. MERLIN ET JEAN DEBRY ;

COMMISSAIRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ,

Du 31 Août 1792 , l'an IV^e. de la Liberté , & le
premier de l'Egalité ;

Suivie d'un ARRÊTÉ du Conseil du Départe-
ment de l'Oise , du 30 du même mois :

Imprimés , & envoyés aux 83 Départemens , par ordre de
l'Assemblée nationale.

M O N S I E U R L E P R É S I D E N T ,

Nous nous sommes rendus avec M. Legendre ,
l'un des commissaires du Pouvoir exécutif , directe-
ment à Beauvais , chef-lieu du département de l'Oise ,
tandis que les autres commissaires du Pouvoir exécutif
parcouroient les districts de ce département.

L'objet de notre mission n'a pas été plutôt connu
à Beauvais , que des députations successives , tant
des citoyens que des autorités constituées , sont venues
nous assurer de tous les secours que nous pouvions
désirer. Au district , au département , à la municipa-
lité , à la société des amis de la liberté & de l'égalité ,
par-tout nous avons trouvé un zèle , un patriotisme
au-dessus de toute expression : des registres d'inscrip-
tion ont été ouverts ; les citoyens s'y enregistrent ,
& ceux qui laissent des femmes & des enfans ,

voient leurs frères d'armes , de toutes les classes , se couler pour les soigner & les secourir : argent , armes , chevaux , tout est prodigué ; le cri de vaincre ou mourir , est celui de ralliement aujourd'hui. Sur la demande des citoyens & des autorités constituées , nous avons reçu de la garde nationale , des magistrats & du peuple réuni au champ de la Fédération , le serment du 10 Août , & nous y avons joint les nôtres. L'esprit public est ici généralement excellent ; on y chérit l'Assemblée nationale , & le nom de *roi* n'y est prononcé qu'avec mépris. Nous comptons sur un succès complet , lorsque les témoignages multipliés de civisme , qui distinguent cette ville , seront répandus , & auront pu gagner les autres parties du département. Des dons multipliés faits par de jeunes personnes & des mères de famille nous ont prouvé qu'elles étoient les véritables descendantes des héroïnes de Beauvais. Nous ne devons pas omettre , que deux des vicaires de l'évêque , excellens patriotes comme lui , se sont fait inscrire pour partir ; que d'autres se sont engagés à équiper , habiller & armer plusieurs volontaires ; qu'enfin les détails même consignés au procès-verbal de la séance d'aujourd'hui , sont au dessous de ce qui s'est passé.

Nous vous prions , M. le Président , d'en faire donner lecture à l'Assemblée , ainsi que des pièces jointes à notre lettre , en attendant que nous puissions lui communiquer nous-mêmes des faits aussi précieux & aussi honorables pour cette ville. Nous demandons , comme un acte à la fois de justice & d'encouragement , que l'Assemblée nationale décrète que la ville de Beauvais a bien mérité de la patrie : elle croira peut-être aussi de sa justice , & nous le sollicitons , de conserver leur traitement aux deux vicaires qui ont donné à la classe des prêtres l'exemple d'un dévouement trop peu pratiqué par elle jusqu'à présent.

M. le commissaire du Pouvoir exécutif a donné aux corps administratifs & municipaux , après en avoir conféré avec nous , les autorisations nécessaires pour faire arrêter & désarmer les gens suspects , & assurer les bons citoyens de la tranquillité intérieure pendant qu'ils combattront à la frontière les ennemis étrangers.

Nous observons à l'Assemblée nationale qu'il est indispensable que les lieux de rassemblemens soient incessamment fixés & connus , pour que l'ardeur des volontaires ne se refroidisse pas , & qu'on ne les voie plus errer dans les cités de l'intérieur , gémissant de l'inutilité forcée où ils sont retenus.

Nous partons pour le département de la Somme ; si l'ardeur y est égale à celle de Beauvais , si elle est la même dans tout l'empire , la liberté est impérissable , & la Convention nationale commencera ses séances en pleine paix.

Nous sommes avec respect ,

Monsieur le Président ,

Les commissaires de l'Assemblée nationale ,

Signé, JEAN DEBRY , MERLIN.

Extrait du procès-verbal du conseil du département de l'Oise ,

Séance du jeudi 30 Août 1792 , l'an 4^e. de la liberté & de l'égalité , six heures du soir.

Le conseil du département de l'Oise étant assemblé , se sont présentés MM. Jean Debry & Merlin , membres & commissaires de l'Assemblée nationale , & M. Legendre , commissaire du conseil exécutif provisoire , lesquels , après avoir justifié de leurs pouvoirs , ont dit que , dans un moment où de nombreuses

armées attaquoient nos frontières, le corps législatif & le conseil exécutif attendoient de tous les Français les plus grands efforts pour défendre la liberté & l'égalité; que le patriotisme connu des citoyens du département de l'Oise étoit un sûr garant du zèle avec lequel ils se porteroient à la défense de la patrie en danger, & qu'ils requéroient le conseil de prendre toutes les mesures que le civisme & les ressources des habitans rendoient possibles.

Le conseil du département, par l'organe de son président, a assuré MM. les commissaires que ses concitoyens s'empreseroient de fournir à la patrie tous les secours qu'ils pourroient lui donner, & qu'aucun sacrifice ne seroit épargné.

Que le conseil s'occuperoit sans relâche des moyens d'accélérer ces secours, & de les rendre plus efficaces en en dirigeant l'emploi.

MM. les commissaires ont ajouté qu'il étoit nécessaire qu'une foule de défenseurs se portassent sur les frontières; qu'il étoit urgent sur-tout de s'assurer d'un grand nombre de chevaux, voitures & conducteurs; qu'à cet égard ils s'en rapportoient aux mesures que pourroit prendre le conseil du département, qui connoissoit les ressources du pays.

MM. les commissaires s'étant retirés,

Le conseil du département délibérant sur les moyens qu'il est possible d'employer pour venir efficacement au secours de la patrie,

Le substitut du procureur-général-syndic entendu, arrête,

1°. Que dimanche prochain, 2 Septembre, le danger très-imminent de la patrie sera proclamé dans toutes les communes du département, & tous les citoyens invités à s'inscrire pour voler à sa défense.

2°. Que les conseils de district répartiront dans les vingt-quatre heures, entre les municipalités de leur

ressort, le nombre de chevaux, voitures & conducteurs conformément à l'état de répartition ci-après ;

S A V O I R :

<i>Noms des Districts.</i>	<i>Nombre de Chevaux.</i>	<i>Conducteurs.</i>	<i>Voitures.</i>
Beauvais	144	48	48
Breteil	87	29	29
Chaumont	75	25	25
Clermont	102	34	35
Compiègne	102	34	34
Crespy	69	23	23
Grand-Villiers	96	32	32
Noyon	123	41	41
Senlis	102	34	34
TOTAUX	900	300	300

3°. Que les conseils de district donneront les ordres les plus prompts pour que tous les chevaux de carrosses & de cabriolets, qui se trouveront dans leurs arrondissemens, soient remis sans délai au chef-lieu ; ils donneront les mêmes ordres pour tous les chevaux de selle qui appartiennent aux émigrés.

4°. Que chaque commune tiendra prêt à partir, dans le délai de trois jours, après qu'elle aura connoissance de son contingent, le nombre de chevaux, voitures & conducteurs demandés.

5°. Que les citoyens qui ont de chevaux & voitures, seront d'abord invités à en fournir une partie.

6°. Que s'il n'en étoit point offert en nombre suffisant, les commissaires, dont il sera ci-après parlé, se conformeront aux dispositions suivantes.

7°. Que les chevaux seront fournis, savoir, un par chaque cultivateur ou voiturier, en commençant par celui qui en aura un plus grand nombre.

8°. Que les voitures seront fournies de même en commençant par le cultivateur qui en aura un plus grand nombre.

9°. Qu'il sera fait estimation des chevaux, harnois & voitures par les conseils généraux des communes.

10°. Que l'indemnité résultante de la diminution de valeur de ces différens objets sera payée au retour, d'après l'estimation qui en aura été faite.

11°. Qu'en cas de perte totale, la valeur en sera payée comptant sur la première rentrée des contributions des communes, & d'après les *visa* des directoires des districts.

12°. Que les cultivateurs sont invités à se concerter entre eux pour que le secours que chacun d'eux fournira à la patrie, soit proportionné le plus qu'il sera possible à ses facultés.

13°. Que les citoyens aisés qui ne pourront fournir ni chevaux, ni voitures, sont invités à se cotiser pour indemniser ceux qui en fourniront.

14°. Que les conseils généraux des communes sont autorisés à accorder par provision l'indemnité ci-après, en faveur des conducteurs & de ceux qui fourniront des chevaux ou voitures ;

S A V O I R :

A chaque conducteur 60 liv.

Pour chaque cheval 50

Et pour chaque voiture 50

15°. Que les conseils généraux des communes délivreront des mandats sur les revenus des fabriques.

16°. Que les marguilliers ne pourront refuser le paiement desdits mandats, à peine de demeurer responsables de tout retard.

17°. Qu'à défaut de ces revenus les mandats seront délivrés sur ceux des biens communaux.

18°. Que s'il n'existoit aucune de ces deux espèces de revenus , l'indemnité seroit payée par le receveur des contributions de la communauté , mais sur visa du directoire de district.

19°. Que les communes ne pourront présenter que des chevaux avec leurs harnois de voitures & capables de servir utilement.

20°. Que les charrettes ou chariots devront être en état de supporter une charge d'un millier par cheval.

21°. Que les commissaires nommés dans chaque canton pour complément de l'armée seront chargés de surveiller & hâter la fourniture du contingent de chaque communauté.

22°. Qu'ils rendront compte du progrès de leurs opérations aux commissaires des districts , & ceux-ci aux commissaires du département.

23°. Que les conseils de districts sont invités , au nom de la patrie & de la liberté en danger imminent , à employer avec zèle , confiance & courage , tous les moyens que la confiance & les lois mettent en leur pouvoir , pour que les citoyens de ce département fournissent activement à la patrie les secours nécessaires , & que les frontières soient glorieusement défendues.

MM. les commissaires de l'Assemblée nationale & du conseil exécutif , invités de se rendre à la séance pour prendre connoissance de cet arrêté , s'y étant présentés , il leur en a été fait lecture , afin que le conseil , d'après leurs observations & réquisitions , pût y faire les changemens qui seroient utiles.

Lesdits commissaires ayant approuvé l'arrêté en son entier , en ont demandé une expédition pour l'adresser au Corps législatif & au Conseil exécutif provisoire , en assurant le conseil du département que cet arrêté seroit confirmé par l'Assemblée nationale.

Le conseil du département, jaloux de hâter l'exécution des dispositions ci-dessus, arrête qu'extrait du procès-verbal de cette séance sera sur-le-champ adressé aux conseils des neuf districts par des couriers extraordinaires.

Délibéré à Beauvais le 30 août 1792, l'an quatrième de la liberté, & de l'égalité le premier.

Les administrateurs composant le conseil du département de l'Oise. *Signé*, Dauchy, *président*; Crespeaux, *secrétaire général*.

Pour copie conforme, certifiée par nous députés & commissaires de l'Assemblée Nationale, soussignés, à Beauvais, ce 31 août 1792, l'an quatrième de la liberté, & premier de l'égalité.

Signé, Jean Debry, Merlin, *commissaires de l'Assemblée nationale*.

EXTRAIT du Procès-verbal de l'Assemblée nationale,

De premier Septembre 1792, l'an 4^e. de la Liberté,
le premier de l'égalité.

« L'Assemblée nationale, sur la proposition d'un de ses membres, décrète la mention honorable au procès-verbal du zèle éclairé des administrateurs du département de l'Oise, & du civisme des citoyens de Beauvais; décrète en outre que l'arrêté du directoire du 30 Août sera imprimé & envoyé aux 83 départemens. »

Collationné à l'original par nous secrétaires de l'Assemblée nationale. A Paris, ce 7 Septembre 1792, l'an 4^e. de la liberté, & le premier de l'égalité.

Signé, JEAN TARTANAC, HENRY LARIVIÈRE,
secrétaires.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

1000 5th Ave. New York, N.Y. 10028

Open daily 10:00 a.m. to 5:00 p.m.

Reference Service Free of Charge

For information, call (212) 854-4200

Internet: <http://www.nypl.org>

Microfilm and microfiche editions of this catalog are available from the University of Microfilms International, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106

This catalog is available in Braille and large print editions. For more information, call (212) 854-4200

The New York Public Library is a non-profit organization. All contributions are tax-deductible. For more information, call (212) 854-4200

The New York Public Library is a non-profit organization. All contributions are tax-deductible. For more information, call (212) 854-4200





